

Ces phénomènes prouvent que la réalité n'est pas réductible aux tendances générales de la période, que sur le plan tactique elle est infiniment plus complexe. Ainsi dans l'immédiat, la bourgeoisie ne peut envisager ni une solution fasciste, ni la cession du pouvoir à une organisation ouvrière (en l'occurrence le P.C.) qui le gèrerait dans son intérêt. La politique d'intégration et de participation est donc l'axe fondamental pour la bourgeoisie. Les accords sur l'emploi, sur les droits syndicaux dans l'entreprise vont dans ce sens et la C.G.T. les a accueillis comme des victoires. Là où les impératifs de la lutte de classe sont moins pressants, comme à l'Université, le P.C. mène une franche politique de collaboration de classe. Mais là où la C.G.T. est minoritaire ou bien là où la tension sociale éclaire la participation comme une collaboration de classe pure et simple la partie n'est pas jouée, quels que soient les desseins des dirigeants. Ainsi dans la Fonction publique, la C.G.T. a eu l'habileté de refuser les accords qui lieraient les organisations syndicales à une sorte de politique de revenus liés à la productivité, pour 4 ans, jusqu'en 1972 !

4) L'AVANT-GARDE

L'avant-garde ouvrière de fait, au sens large, est relativement importante. On ne saurait cependant dire qu'elle est homogène. Ce qui la caractérise, et c'est très très vague, c'est sa position critique face aux directions bureaucratiques : critique sur la façon de mener les luttes, critique sur l'absence de démocratie dans les syndicats, critique sur le « comportement » des permanents ou sur l'utilisation des mots d'ordre !

Cela ne suffit pas pour permettre à cette avant-garde potentielle de jouer un rôle décisif en cas de crise. Elle constitue la matière d'une avant-garde possible, il faut encore la vertébrer en créant dans les entreprises les noyaux communistes capables de susciter l'initiative et de ruser consciemment face aux bureaucrates.

La création de noyaux communistes dans la classe ouvrière est la tâche principale de la période. Ce n'est pas une répétition gratuite. Cela signifie que tous nos efforts doivent tendre à ce but et que pour y parvenir nous devons combiner au mieux les initiatives centrales (campagnes, meetings) l'intervention extérieure (feuilles de boîtes) et l'intervention interne (syndicat). Cela signifie aussi que dans les conditions favorables, très rares encore, où le rapport de force dans l'entreprise ou dans la ville le permet sans trop de risques, nous devons envisager de faire apparaître un militant de l'entreprise en tant que Ligue. Ça peut être une condition décisive pour donner forme à un courant de sympathie suscité par l'intervention extérieure et syndicale.

Dans cette perspective, l'évolution des cellules parisiennes qui de plus en plus ont réduit leur intervention de quartier pour suivre régulièrement une ou deux entreprises est correcte. Ce travail d'implantation est lent, patient, et d'une rentabilité non immédiate (cf. Renault). Il mobilise parfois 10 étudiants pour un seul ouvrier ; mais il n'y a pas d'autre solution.

Le seul problème pour l'organisation et au premier chef pour les directions à tous les niveaux, c'est de contrôler très précisément la répartition des effectifs. Il faut une masse d'étudiants sur les entreprises mais il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or : l'an passé nous avons recruté sur les quartiers les étudiants écœurés du folklore mais nous avons relativement peu recruté sur les Facs. Les nouveaux étudiants qui arrivent dans les Facs ne nous feront pas confiance sur notre réputation. Nous devons mener leurs luttes, les organiser, ce qui réclame des effectifs quantitativement suffisants, ce qui suppose un contrôle minutieux par les directions de la répartition des effectifs. En outre, une solide implantation étudiante demeure pour nous le seul moyen de développer des actions de masses (manifestations) qui pèsent dans le rapport de forces et nous rendent crédibles auprès de l'avant-garde ouvrière.

5) LA QUESTION DES SYNDICATS

Dans cette période d'instabilité politique et économique, les syndicats, et la C.G.T. en premier chef, jouent un rôle politique objectif. Leur fermeté ou leurs concessions pèsent d'un poids décisif dans la situation. De plus, le P.C., privé de perspectives parlementaires, s'efface derrière la C.G.T. ; Waldeck s'efface derrière Séguy qui dans la presse politique retient davantage l'attention.

La réaction des syndicats demeure la principale menace pour la politique bourgeoise. Le gouvernement essaie de supprimer cette menace par l'intégration. Mais au cas où la crise s'ouvrirait dans les conditions présentes, il n'aurait d'autre recours que la répression physique, plus sélective que massive ; mais cette répression ne concernerait pas les seuls groupes d'avant-garde, elle pourrait aussi frapper l'avant-garde ouvrière ; c'est-à-dire, non pas les états-majors syndicaux, mais des militants reconnus dans les entreprises et parmi eux un certain nombre de syndicalistes.

Devant les temporisations et les capitulations bureaucratiques au moment où la bourgeoisie essaie de se rétablir aux dépens du prolétariat, un courant dans la classe ouvrière va rejeter pêle-mêle les bureaucrates et le syndicat. C'est une réaction saine peut-être, mais gauchiste et en tant que telle, nous devons la combattre. Dans la mesure où ce courant rejette le syndicat sans pour autant rejoindre une avant-garde organisée encore trop faible pour les intéresser, il contribue à l'affaiblissement des organisations ouvrières, à la dégradation du rapport de force à la veille d'épreuves difficiles où le degré d'organisation de la classe jouera un rôle déterminant.

Nous devons donc combattre cette réaction gauchiste et non pas seulement la condamner. La combattre signifie la critiquer et offrir des perspectives d'organisation.

Les militants les plus avancés de la classe ouvrière ressentent leur situation contradictoire. Ils comprennent ou flairent l'ampleur de la capitulation bureaucratique par rapport aux possibilités de la période. Mais ils sentent aussi la nécessité de rester organisés dans les syndicats. Non seulement parce que seule une classe ouvrière organisée est une classe ouvrière forte, mais encore pour des raisons plus immédiates et plus pratiques. En effet la politique d'intégration des syndicats suppose que le duo entre le gouvernement et l'état-major ne soit pas perturbé. Le gouvernement veut un interlocuteur sérieux et écouté dans la classe ouvrière ; les bureaucrates veulent le monopole de la représentation ouvrière, monopole qui leur assure une position de force dans l'entreprise. Ni l'un ni l'autre n'ont intérêt à ce qu'une force incontrôlée vienne briser l'équilibre. Et ils sont prêts à conjuguer leurs efforts dans la répression antigauchiste. Les exemples abondent déjà : le syndicat exclut le gauchiste, le désigne et l'offre ainsi aux foudres de la direction qui peut le licencier sans être inquiétée.

La répression très ferme contre les militants et les groupes isolés est la condition même du succès de l'intégration. Les militants expérimentés le savent ; ils n'en ressentent que davantage le besoin de la couverture légale du syndicat pour mener leurs activités.

Il est clair que dans ces circonstances, il y a 3 positions possibles face aux syndicats :

a) ou bien on considère que les syndicats sont déjà irrémédiablement intégrés, qu'ils sont l'instrument conscient et direct d'une politique réactionnaire, et que le courant gauchiste antisyndical qui se développe représente l'avenir ; qu'en conséquence la tâche principale de la période consiste à donner forme à ce courant par des syndicats rouges, des C.A. ou des C.G.T.U. Une telle position ne miserait pas seulement sur l'intégration irréversible des syndicats actuels,